

Secrétariat général
Direction de la coordination des politiques interministérielles
Bureau des procédures environnementales
Réf : DCPI-BPE/JV

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la société CL DUNKERQUE
de respecter les prescriptions et dispositions de l'article 49 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010
et de l'article 1.2.1 de l'annexe 3 de l'arrêté préfectoral du 3 août 2020 modifié
pour son établissement de SAINT-GEORGES-SUR-L'AA et BOURBOURG**

Le préfet du Nord,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L. 411-2 ;

Vu le code de justice administrative et notamment l'article R. 421-1 ;

Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Hauts-de-France ;

Vu le décret du 17 janvier 2024 portant nomination de Monsieur Bertrand GAUME, préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu le décret du 3 avril 2024 portant nomination de Monsieur Guillaume AFONSO, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et notamment l'article 49 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 3 août 2020 modifié accordant à la société CL DUNKERQUE l'autorisation d'exploiter une installation de transformation de pommes-de-terre sur le territoire des communes de SAINT-GEORGES-SUR-L'AA et BOURBOURG et notamment l'article 1.2.1 de l'annexe 3 fixant le tableau de nomenclature de l'établissement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 13 février 2025 portant délégation de signature à Monsieur Guillaume AFONSO, en qualité de secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu le rapport du 3 avril 2025 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Hauts-de-France chargée du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, transmis à l'exploitant par courrier du 4 avril 2025, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courrier du 4 avril 2025 ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du projet susvisé ;

Considérant ce qui suit :

1. lors de la visite du 17 mars 2025, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :
 - l'état des stocks n'est pas exhaustif, il doit notamment être complété par les bouteilles de gaz et les produits finis combustibles ;
 - l'état des stocks n'indique pas les quantités présentes sur le site mais les quantités maximales susceptibles d'être présentes ;
 - la quantité d'eau de javel présente sur le site dépasse la quantité maximale prévue dans l'arrêté d'autorisation ;
2. ces constats constituent des manquements aux dispositions de l'article 49 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé et de l'article 1.2.1 de l'annexe 3 de l'arrêté du 3 août 2020 modifié ;
3. face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société CL DUNKERQUE de respecter les prescriptions et dispositions de l'article 49 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé et de l'article 1.2.1 de l'annexe 3 de l'arrêté préfectoral du 3 août 2020 modifié susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1^{er} – Objet

La société CL DUNKERQUE exploitant une installation de transformation de pommes-de-terre sise Port 7255 – 7255 route du Cap Horn sur les communes de SAINT-GEORGES-SUR-L'AA et BOURBOURG est mise en demeure :

- de respecter, sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 49 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé en établissant un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées ;
- de mettre en conformité, sous un mois à compter de la notification du présent arrêté, sa situation administrative en :
 - respectant la quantité maximale d'eau de javel fixée à l'article 1.2.1 de l'annexe 3 de l'arrêté préfectoral du 3 août 2020 modifié ;
 - ou en portant à la connaissance du préfet du Nord la modification que représente cette augmentation avec l'ensemble des éléments d'appréciation.

Article 2 – Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé au préfet du Nord, préfet de la région Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – CS 20003 – 59039 LILLE Cedex ;
- et/ou recours hiérarchique, adressé à la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche – Grande Arche de La Défense – 92055 LA DEFENSE Cedex.

En outre et en application de l'article L. 171-11 du code de l'environnement, l'arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative suivant sa notification ou suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence de deux mois gardé par l'administration.

Le tribunal administratif de Lille peut être saisi par courrier à l'adresse : 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 LILLE Cedex ou par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

Article 4 – Décision et notification

Le secrétaire général de la préfecture du Nord et le sous-préfet de DUNKERQUE sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maires de SAINT-GEORGES-SUR-L'AA et BOURBOURG ;
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Hauts-de-France chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairies de SAINT-GEORGES-SUR-L'AA et BOURBOURG et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairies pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins des maires ;
- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Nord (<http://nord.gouv.fr/icpe-industries-med-2025>) pendant une durée minimale de deux mois.

Fait à Lille, le **18 JUIN 2025**

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général adjoint

Guillaume AFONSO

